



Recourante :

A \_\_\_\_\_ SARL  
c/o B \_\_\_\_\_ SA

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

Intimé :

CAISSE DE COMPENSATION C \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

**C/22480/2025**

**ACJC/1821/2025**

**DU MARDI 16 DECEMBRE 2025**

Vu le jugement JTPI/16971/2025 du 4 décembre 2025 prononçant la faillite de A \_\_\_\_\_ SARL;  
Vu le recours contre ledit jugement formé le 16 décembre 2025 par A \_\_\_\_\_ SARL, dans le délai et la forme prescrits par l'art. 321 al. 1 et 2 CPC;  
Vu le paiement de la dette, intérêts et frais compris;  
Attendu qu'un avertissement a déjà été donné à A \_\_\_\_\_ SARL par arrêt du 15 janvier 2024 (ACJC/38/2024) communiqué pour notification le 16 janvier 2024, soit antérieurement au prononcé du jugement dont est recours;  
Attendu que l'attention de la partie recourante est encore une fois expressément attirée sur le fait qu'une nouvelle faillite la concernant, qui serait prononcée postérieurement à la réception du présent arrêt, ne sera plus rétractée, sauf si elle prouve sa solvabilité par pièces, jointes au recours;  
Vu en droit les articles 174 LP, 309 let. b ch. 7 et 319 ss CPC.

**PAR CES MOTIFS,**

**La Chambre civile :**

Annule le chiffre 1 du dispositif du jugement de faillite N° JTPI/16971/2025 rendu par le Tribunal de première instance le 4 décembre 2025 dans la cause C/22480/2025-5 SFC (poursuite N° 1 \_\_\_\_\_).

Confirme le jugement pour le surplus.

Condamne la partie recourante aux frais du recours, taxés à 220 fr., et dit qu'ils sont compensés par l'avance de frais de même montant fournie par elle, qui reste acquise à l'Etat de Genève.

**Siégeant :**

Madame Fabienne GEISINGER-MARIETHOZ, présidente; Madame Pauline ERARD, Monsieur Laurent RIEBEN, juges; Madame Marie-Pierre GROSJEAN, greffière.

**Indication des voies de recours :**

*Conformément aux art. 72 ss de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF; RS 173.110), le présent arrêt peut être porté dans les trente jours qui suivent sa notification avec expédition complète (art. 100 al. 1 LTF) par-devant le Tribunal fédéral par la voie du recours en matière civile.*

*Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14.*

Communiqué le dispositif du présent arrêt aux parties par plis recommandés, ainsi qu'à l'Office des faillites, à l'Office des poursuites, au Registre du commerce et au Registre foncier le 18 décembre 2025.